



**Prise de parole 1<sup>er</sup> mai 2017**  
**FSU 82**

*Camarades,*

Ce 1er mai 2017 a une dimension très particulière en raison du contexte politique actuel.

Mais ce 1er mai 2017 doit rester avant tout une journée de lutte et de mobilisation **pour** la paix entre les peuples, **pour** le progrès social, **pour** la solidarité et **pour** les libertés syndicales.

Nous sommes réuni-e-s en ce jour international de lutte par notre condition de travailleuses et de travailleurs, donc par notre travail. Il est important de le rappeler parce qu'on a parfois l'impression que nos concitoyen-ne-s ou nos dirigeant-e-s oublient tout ce qu'ils doivent à notre travail. **Rien** n'existerait sans notre travail et celui de nos aîné-e-s.

Pourtant certains vont jusqu'à penser aujourd'hui que le travail est en voie de disparition, qu'il y en a de moins en moins ou qu'il devrait disparaître, vieux songe des capitalistes rêvant que leurs lingots d'or se reproduisent tout seul... Ceux-ci ne parlent du travail que pour se plaindre de son coût qui pénaliserait la croissance économique. Ils n'ont rien compris aux évolutions en cours dans le monde du travail. Non, le travail ne disparaît pas ! Le travail est en mutation. Il change de lieu et de nature. Les tâches d'exécution diminuent quand croissent les tâches de conception et ce dans tous les métiers, tous les types d'emplois.

La FSU porte au cœur de sa démarche, la question du travail. Derrière ce mot, nous parlons de son organisation et de son contenu, du paiement des qualifications et de l'expérience, de la formation initiale et continue, des souffrances qu'il peut générer. Les atteintes à la santé causées par le travail, les accidents et les maladies professionnelles sont inacceptables.

**Il est insupportable que certains perdent leur vie au travail, pendant que d'autres la perdent parce qu'ils sont privé-e-s d'emploi.**

Rappelons-le : dans un pays où les 40 plus grandes entreprises viennent de dégager 75 milliards d'euros de bénéfices et de verser à leurs actionnaires près de 500 milliards en 10 ans, les moyens existent. Par les choix politiques libéraux, ces moyens sont mal répartis. Là est le problème !

Comme ces mesures libérales creusent les inégalités et génèrent de la misère, alors d'autres mesures, encore plus folles, se diffusent de plus en plus, celles de l'extrême-droite. Pour progresser, notamment dans notre

département, l'extrême-droite ne recule devant aucune méthode quitte à dresser les habitant-e-s de la France les un-e-s contre les autres. Elle n'hésite pas non plus à reprendre des revendications du mouvement syndical comme la retraite à 60 ans. Ces méthodes comme ces emprunts, purement électoralistes, ne doivent laisser aucun doute quant à la nature profondément raciste, anti-sociale et anti-démocratique de ce courant politique.

Ce qui nous est imposé actuellement **c'est le choix entre le pire et le moins pire**. Entre celle qui incarne le totalitarisme et les discriminations et celui qui incarne la finance et la régression sociale. Tout le contraire des valeurs de solidarité, de justice sociale, d'égalité et de paix portées par la FSU et que nous continuerons à défendre haut et fort, lors de et au-delà

**Nous refusons d'avoir le choix entre le pire et le moins pire. Nous voulons le meilleur.**

Alors, que faire ? Quelle solution face à l'évolution du monde du travail et face à ces mauvaises idées politiciennes ? Et bien, nous devons faire entendre nos propositions.

Quels que soient les résultats électoraux des jours et semaines à venir, nous continuerons de nous opposer aux politiques d'austérité et aux politiques libérales qui, en France comme partout où elles sont menées, aggravent les inégalités et malmènent les droits des travailleurs. Disons le clairement : ce sont ces politiques qui font le lit de l'extrême-droite.

Nous, au sein de la FSU, portons des propositions alternatives pour une société plus juste et plus solidaire : partage du temps de travail, autre répartition des richesses et réforme fiscale, mesures pour une transition écologique, renforcement des services publics et de la protection sociale pour lutter contre les inégalités, réussite scolaire et élévation d'un niveau de qualification pour tous les jeunes ...

**Pour cela, nous continuerons d'exiger le retrait de la « Loi travail ».**

**Nous continuerons de nous opposer au maintien de l'état d'urgence.**

**Nous continuerons de dénoncer les violences policières et la criminalisation du mouvement social.**

En conclusion, nous alertons vivement le monde du travail contre celles et ceux, qui prônent la division des travailleurs du fait de leur origine, leur statut ou leur situation sociale. C'est aussi une façon de ménager et de servir les véritables responsables de la crise qui continuent de s'enrichir de façon insolente. Alors qu'au contraire les salarié-es ont besoin d'être uni-e-s.

**Pour les services publics !**

**Contre les politiques libérales !**

**Pas une voix pour le Front National !**

**Soyons UNITAIRES !**